

Les fêtes fédérales en images (p. 5)

COMMUNISTES

Journées d'actions 9-10 octobre

L'urgence, c'est de sécuriser l'emploi! (p. 3)



Vidéo

Aujourd'hui on ne peut pas vivre dignement avec un SMIC

Fabien Roussel

L'AIR DU TEMPS

Problème

Carlos Ghosn, vous vous souvenez? c'est le ripou de Renault-Nissan qui s'est évadé du Japon au nez et à la barbe de Tokyo et qui se planque au Liban. Qu'est-ce qu'il y fait, allez-vous demander? Il vit de ses rentes et puis, nous annonce la presse, il présente, dans le cadre de l'Université Saint-Esprit (sic), un programme de conseils pour patrons, programme « qui comprendra une heure en tête-à-tête avec lui et des interventions de dirigeants d'entreprise dont Thierry Bolloré ». Ce sera facturé 20 000 dollars pour trois mois. Ça fait cher les études, surtout au Liban aujourd'hui. « Combien de Libanais pourront se payer un tel programme en pleine crise financière et économique? » s'interroge la rédactrice en chef du magazine *Le commerce du Levant*. Bonne question à laquelle Ghosn aurait répondu: « L'argent n'est pas un problème » (re-sic). ❄

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2020 (cliquez)

Je verse : €

“Donner les moyens au PCF d'intervenir”

Chèque à l'ordre de “ANF PCF” : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



7 octobre 9 h : Rassemblement pour défendre l'hôpital de Longjumeau (91)

7 octobre : Conférence En sympathie littéraire, Arlette Vidal-Naquet, Espace Niemeyer, Paris 19

7 octobre 18 h 30 : Vidéo-conférence de Bernard Vasseur "Le communisme a de l'avenir... si on le libère du passé", avec Patrick Le Hyaric, directeur de *L'Humanité*, Facebook live PCF93

7 octobre 18 h : Rassemblement pour la libération de Mumia Abu Jamal, place de la Concorde (Paris)

7 octobre 20 h : Ciné-débat « Un pays qui se tient sage », cinéma les Cinéastes, Le Mans (72)

7 octobre 21h : Ciné-débat « Un Pays qui se tient sage » cinéma Le Cinq, Lagny-sur-Marne (77)

8 octobre 12 h : L'UEC débat avec Marie-George Buffet, université Paris 8, Saint-Denis (93)

8 octobre 18 h : Quelle relance face à la crise ? Pierre Dharréville, salle Youri-Gagarine, Port-de-Bouc (13)

8 octobre 19 h : Assemblée régionale IDF

9 octobre 18 h 30 : De l'art de gouverner à gauche : entre conquête et exercice du pouvoir ? 100 ans après le congrès de Tours, Université, Amphi 3, 3 place Jean-Jaurès, Blois (41)

9 octobre 18 h 30 : Les vendredis de l'agglomération ! Est-ce normal d'avoir peur du chômage ? maison des communistes de Vigneux (91)

9 octobre 18 h 30 : « Vive la culture ! », présentation du livre *Libres comme l'art*, section du PCF, Montreuil (93)

9 octobre 18 h 30 : Conférence-débat : Liberté-Égalité Fraternité, salle Denfert-Rochereau, Décize (58)

9-10 octobre : Journées d'initiatives des communistes pour sécuriser l'emploi (toutes les initiatives sont sur www.PCF.fr)

9-10 octobre : Élections des parents d'élèves

10-11 octobre : PGE Lisbonne. Fabien Roussel participera à la conférence de présidents du PGE (sous réserve)

10 octobre 11 h : Journée nationale d'action "Pour que vivent nos langues", Antigone, Montpellier (34)

10 octobre : 1^{re} marche des fiertés, La Roche-sur-Yon- (85)

10 octobre 18 h 30 : Conférence Le communisme, une perspective pour notre temps ? Guillaume Roubaud-Quashie, 44 av. de Prades, Perpignan (66)

10-11 octobre : Marche pour la forêt pyrénéenne, Lannemezan, animations à Capvern (65)

11 octobre 11 h : Manif et pique-nique pour sauver notre

eau, Épannes (85)

11 octobre : Conférence régionale Auvergne-Rhône Alpes

13 octobre 18 h 30 : Compte à rebours pour une élection historique. Vidéoconférence, en direct des États-Unis, inscription obligatoire : inscription@gabrielperi.fr

13 octobre 20 h 10 : Ciné-débat « Un Pays qui se tient sage », cinéma 1789, Saint-Ouen (93)

14 octobre 18 h 30 : La Commune de Paris : regards d'aujourd'hui, Au Maltais rouge, Paris 11^e

15 octobre 14 h : Manifestation nationale à Paris pour la santé

16 octobre : Initiatives dans le cadre de la journée du refus de la misère

16 octobre 18 h : L'Huma-café, La culture en crise ? Avec François Bégaudeau au lieu Unique, Nantes (44)

16 octobre 18 h 30 : Université permanente, avec Marine Roussillon, « Les femmes de la littérature baroque », Espace Louis-Aragon. 72 rue de Cléry (75002)

16 octobre 19h : Ciné-débat « Un Pays qui se tient sage », cinéma L'Imaginaire, Douchy-Les-Mines (59)

17 octobre : Hommages/massacre du 17 octobre 1961

17 octobre : Journée mondiale contre Monsanto

17 octobre : Marche sur l'Élysée des sans-papiers, départ de Vitry et Montreuil

17 octobre 16 h 30 : Inauguration de l'exposition 1940 : entrer en Résistance, musée de Châteaubriant (44)

18 octobre 14 h : Hommage aux martyrs de Châteaubriant, avec Ian Brossat pour le PCF (44)

24 octobre : Rassemblement devant la prison de Lannemezan. Liberté pour Georges Abdallah (65)

27 octobre 18 h 30 : Centenaire du PCF avec Jean Vigneux, Besançon (25)

28 octobre 18 h : Conférence Les acquis de la Libération, Nevers (58)

29 octobre 19 h : Espaces Marx 60 reçoit Bernard Vasseur, 9 rue Jean-Jaurès, Saint-Maximin (60)

31 octobre-1^{er} novembre : ANA du MJCF

3 novembre 18 h 30 : Lecture de Marx : le Salaire, avec Constantin Lopez, Clermont-Ferrand (63)

4 novembre 19 h 15 : Ciné-débat « Un Pays qui se tient sage », cinéma La comète, Châlons-en-Champagne (51)

7-8 novembre : Fête de l'Humanité, Toulouse (31)

7-8 novembre : Conseil national du PCF

Cliquer ici pour connaître l'agenda des initiatives

L'urgence, c'est de sécuriser l'emploi!

Derniers jours de préparation des journées d'actions des 9 et 10 octobre

Le 30 septembre dernier, les secrétaires départementales ont fait le point sur la préparation des journées d'actions dans le cadre de la campagne emploi. Un enjeu : la réussite des 9 et 10 octobre. Une première étape décisive dans la campagne de longue haleine décidée pour marquer des points dans la bataille idéologique, obtenir des avancées concrètes et contribuer à ré-identifier le Parti à un projet révolutionnaire en matière d'emploi et de formation. C'est aussi, plus simplement, un point d'appui concret pour relancer l'activité militante dans une période difficile.

La crise économique est là et s'accélère sous l'effet de la crise sanitaire. Au 13 septembre, 394 plans de sauvegarde de l'emploi avaient été déposés depuis mars pour 57 000 suppressions de postes. Et près de 3 200 licenciements collectifs pour motif économique, hors PSE, ont été initiés depuis début mars. Ces procédures concernent dans plus de neuf cas sur dix des licenciements de moins de 10 salariés.

Le collectif national mis en place avec Frédéric Boccard, plusieurs membres du CEN, de commissions de travail, des secrétaires départementales et le MJCF s'est déjà réuni à plusieurs reprises pour élaborer des outils pour les fédérations tel un modèle de lettre au préfet, un résumé de la proposition de sécurité emploi-formation, des éléments sur le sens de notre campagne ou encore sur l'enjeu de l'emploi dans les élections départementales et régionales.

Un premier constat ressort de la réunion : les fédérations sont mobilisées et ont prévu de nombreuses et diverses initiatives pour ces deux journées d'actions.

Au 30 septembre, 53 fédérations avaient déjà programmé des initiatives publiques, devant les entreprises, les antennes du Medef, sur les parvis des préfectures, devant les sociétés bancaires, les bourses du travail ou les services publics, hôpitaux et gares notamment. Cette mobilisation exceptionnelle dans le contexte est d'ores et déjà un succès!

La commission Entreprises sortira dans quelques jours un nouveau numéro de journal *Agir*, le journal des communistes à l'entreprise, avec une interview de Frédéric Boccard et la valorisation d'initiatives et de luttes sortira dans quelques jours.

Le MJCF sera partie prenante de plusieurs de nos initiatives au regard des conséquences de la crise pour la jeunesse et de la gravité du Plan jeunes annoncé avant l'été par le Premier ministre.

L'échange entre les secrétaires départementales a porté sur la prépara-

tion nécessaire pour des initiatives de qualité, utiles aux luttes locales, à l'élargissement de la mobilisation pour la sécurisation de l'emploi, au rayonnement du Parti, ou encore à la préparation des élections départementales et régionales.

Plusieurs rendez-vous avec les préfets sont organisés pour exiger notamment des conférences territoriales permanentes pour conquérir des pouvoirs des habitant-e-s, salarié-e-s et élu-e-s sur l'emploi. Les élu-e-s communistes de tous les niveaux de collectivités territoriales sont associés. Des conférences de presse seront organisées. Des adresses aux forces syndicales, associatives de gauche et écologistes sont programmées pour confronter nos propositions, pointer nos convergences et les points de débats qu'il subsiste.

À partir de la question industrielle, de l'emploi privé plus généralement, et de l'enjeu des services publics, singulièrement de l'hôpital public, l'objectif est de faire grandir des exigences précises : quels objectifs de création d'emplois? Dans quels secteurs?

Les rencontres avec les organisations syndicales et associatives permettront de préciser notre ambition en la matière. Ce travail doit nous permettre d'enrichir nos propositions, de populariser et de montrer concrètement l'utilité de notre projet de sécurité d'emploi et de formation et de l'ensemble des propositions qu'elle comporte dans tous les domaines : emploi, travail et émancipation, réduction du temps de travail, formation, salaires, qualifications, retraite, développement des services publics, autre production écologique...



À travers les initiatives, une réflexion grandit sur la nature de la reconquête industrielle dont le pays a besoin. Quelles productions en France, dans quels territoires? Et quel pouvoir des salarié-e-s? Quelles nationalisations? Quelles nouvelles structures coopératives? Avec un travail déjà engagé ou à initier selon les filières industrielles stratégiques. Les filières de l'énergie, automobile et aéronautique ont déjà fait l'objet de propositions et de plans d'urgence travaillés par la commission nationale Entreprises. Des camarades ont pointé l'enjeu des filières bois et agro-alimentaire. Les plans de licenciements dans le commerce et l'arrêt de l'activité de nombreux sites sont également pointés. Enfin, nous devons d'ores et déjà travailler la valorisation et la suite nationale et locale des journées des 9 et 10.

Pour montrer la force nationale de ces journées d'actions et imposer un débat public national sur l'enjeu de l'emploi, nous travaillerons à communiquer nationalement et à rendre compte de l'ensemble de ces initiatives. Il est particulièrement important que les membres du CEN et du CN soient mobilisés dans les fédérations lors de ces journées.

Nous pourrions également programmer dans les semaines qui viennent des émissions en direct sur les réseaux sociaux, comme nous l'avons fait lors du confinement, avec les actrices et acteurs de ces initiatives. Au plan local, nous pourrions inviter chaque section à élaborer un plan de travail pour penser le déploiement de la campagne emploi dans la plus grande proximité lors de ces prochains mois.

Dans la foulée des initiatives des 9 et 10, l'enjeu du renforcement du Parti dans les lieux travail, entreprises doit nous conduire à entretenir un lien politique pérenne avec les salariés rencontrés, à mettre en réseau localement ou nationalement les salarié-e-s d'une même filière, ou encore à créer une structure d'entreprise quand cela est possible. ✪

Igor Zamichiei

coordinateur de l'exécutif national

Plus d'infos sur <https://www.pcf.fr/emploi>

Liberté, égalité, justice

Les communistes des Hauts-de-Seine lancent une campagne sur plusieurs mois contre l'offensive réactionnaire, les violences policières, le racisme et pour une nouvelle République.

De lourdes menaces pèsent sur les principes républicains à l'image de la présentation par Emmanuel Macron du projet de loi contre « les séparatismes ». De lutte contre le fanatisme religieux, il n'en est rien. Il s'agit une fois encore de faire peser le soupçon et la suspicion sur l'ensemble de nos concitoyens de confession musulmane avec ce triptyque insupportable : islam/immigration/terrorisme.

Ce discours s'inscrit dans une période où les attaques sexistes et racistes contre des femmes qui portent le voile font l'actualité presque toutes les semaines. À Calais, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin interdit de distribuer des repas aux migrant·e·s. Sur les chaînes d'information en continu, les chroniqueurs d'extrême droite pullulent, à l'instar de Zemmour de nouveau condamné ce mois-ci pour provocation à la haine raciale. Une parole raciste complètement décomplexée, comme l'a illustré la scandaleuse publication dans *Valeurs actuelles* visant la députée Insoumise Danielle Obono.

Dans ce contexte, plutôt que de dénoncer et condamner ce nouvel ordre

réactionnaire, Emmanuel Macron préfère invoquer un « patriotisme républicain » qui ne vise en fait qu'à trier les citoyens entre « bons » et « mauvais » Français, à diviser, opposer et fracturer, tournant le dos à une approche émancipatrice de la République, à un nouvel universalisme, à de nouveaux droits.

C'est pourquoi il nous a semblé indispensable de travailler la riposte politique et idéologique sur ces questions en lançant une campagne autour de trois thèmes : liberté, égalité, justice.

Les mouvements sociaux qui marquent l'actualité ces dernières années portent ces exigences. Celle d'une nouvelle souveraineté populaire portée par les gilets jaunes, celle d'une égalité réelle portée par les mouvements féministes et antiracistes, celle de la justice sociale par les mobilisations syndicales ou climatique par les mouvements écologistes. Plus largement, la question de la liberté de manifester, notamment, est également au cœur de toutes ces mobilisations.

Pour nous, l'heure est venue de contribuer à construire du commun. De travailler à raccorder toutes ces luttes, à unir nos forces, nos intelligences et nos volontés, à gagner ensemble l'hégémonie idéologique. Nous voulons faire de ce site (www.liberte-egalite-justice.fr), de cette campagne pour la liberté, l'égalité et la justice un lieu de convergence, de rassemblement, de politisation des luttes. Un espace, des outils et des initiatives à disposition de toutes celles et tous ceux qui ne se résignent pas et veulent gagner un nouveau monde, ici et maintenant.

Dans un premier temps, nous voulons porter le fer avec une pétition en ligne et une affiche, sur trois axes majeurs qui caractérisent le climat raciste aujourd'hui.

D'abord celui des violences policières. Les centaines de milliers de Français·e·s qui se lèvent pour dire stop au racisme et aux violences policières depuis le 2 juin portent un combat qui concerne aujourd'hui toute la société.

Nous exigeons une véritable réforme de la police et de réelles sanctions contre les exactions racistes.

Contre la criminalisation des sans-papiers et des réfugiés orchestrée



par Darmanin, nous exigeons des conditions d'accueil dignes et la régularisation automatique de celles et ceux qui travaillent en France. Enfin, nous exigeons la liberté d'expression et le droit de réponse systématique pour les forces antiracistes, féministes, républicaines. De nombreux médias audiovisuels (Cnews...) ou papier (*Valeurs actuelles*) se compromettent régulièrement dans des campagnes d'opinion racistes : la loi ne doit pas leur laisser le monopole de la parole et doit organiser la pluralité.

Un meeting avec des actrices et acteurs de lutte antiraciste viendra ponctuer cette première étape de campagne début décembre, puis nous démarrons une seconde phase. ✪

Pierric Annot
secrétaire départemental,
membre du CN



Des communistes actifs

Les temps sont incertains mais les communistes - dans le respect des règles sanitaires - s'activent et on a pu les croiser (photos) lors de fêtes fédérales ou d'actions diverses, le week-end dernier, dans le Haut-Rhin, l'Orne, le Jura, le Tarn, les Hautes-Pyrénées, l'Isère. Entre autres.



Orne. Le Parti communiste fête son centenaire à Argentan le 3 octobre
Pour célébrer les 100 ans du parti, la fédération ornaise du Parti communiste français (PCF) organise un grand événement le 3 octobre 2020. Celui-ci se déroulera au hall du Champ de foire à Argentan.

— COMMÉMORATION

Amicale de Châteaubriant-Voves-Aincourt-Rouillé

Cérémonie d'hommage aux fusillés du 22 octobre 1941

Il y a 79 ans avait lieu dans la France occupée une exécution massive qui eut un retentissement considérable jusqu'au-delà des frontières. Appliquée par le gouvernement vichyste selon le tout nouveau « Code des otages », elle touchait, "les indésirables", en majorité des communistes et des syndicalistes. Ils furent fusillés à Nantes, à Souge, au Mont-Valérien et à Châteaubriant. Le plus jeune, Guy Môquet, n'avait que 17 ans !

Dimanche 18 octobre 2020, à partir de 13 h 30, aura lieu la cérémonie d'hommage aux fusillés de Châteaubriant (44), sur le site de La Sablière, sous la présidence d'Odette Nilès, ancienne internée, et d'Alain Hunault, maire de Châteaubriant, président de la Communauté de Communes Châteaubriant-Derval, en présence de Ian Brossat, pour le Parti communiste français, ainsi que de nombreux élus locaux et nationaux et de syndicalistes.

En ces temps difficiles de pandémie virale où les associations souffrent dans leur vie collective, il est important de ne pas passer sous silence le combat de ces hommes pour une France libre, solidaire et fraternelle. La France du programme « Les Jours heureux » et de la Sécurité sociale qui assurait l'accès à la santé pour tous. La santé c'est la vie.

Cette année, l'évocation artistique présentée par les Tréteaux de France, scène dramatique nationale, a pour thème "La fille aux planches", écrite par Evelyne Loew et interprétée par Marion Amiaud et Babette Largo. Le texte relate la rencontre entre l'esprit d'Esther Gaudin, jeune femme de 1941, et Lou, jeune femme d'aujourd'hui, pour parler du monde d'après !

L'Amicale et les services de la Préfecture et de la Mairie veillent à assurer une cérémonie dans le respect des gestes sanitaires. La sécurité est notre priorité à tous.

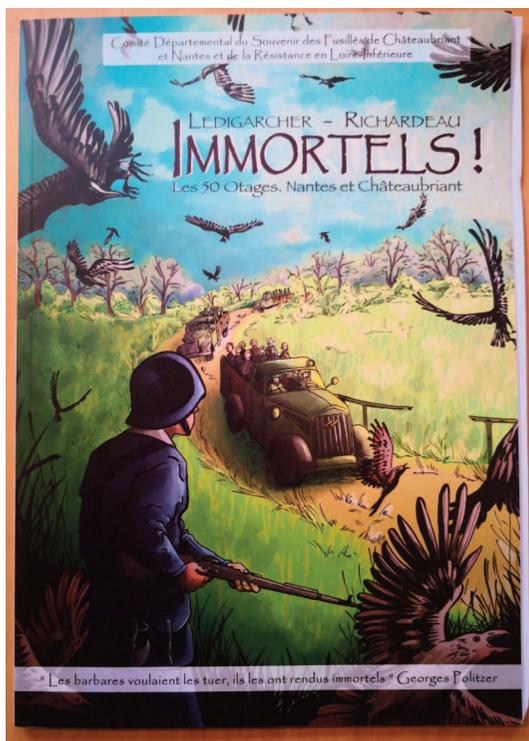
Son entrée est libre. Port du masque obligatoire.

Contact : Carine Picard-Nilès, secrétaire générale de l'Amicale

sg.amicale.chateaubriant@gmail.com

Page Facebook : <https://www.facebook.com/amicalechateaubriant/>

Site Internet : <http://www.amicaledechateaubriant.fr/>



La BD "Immortels" sur Châteaubriant de Camille Ledigarcher et Gaëlle Richardeau (suivie d'un dossier pédagogique de Dominique Comelli) peut être commandée à comitesouvenir@orange.fr ou www.resistance-44.fr

L'Université permanente ouvre ses portes les mardis pour la troisième année consécutive.

13 octobre :

Avec Marine Roussillon, Maître de conférence en littérature française à l'université d'Artois

27 octobre :

Avec Jean Vigreux, Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bourgogne Cycle Histoire : « Le centenaire du PCF »

OFFREZ-VOUS
100 ANS D'HISTOIRE...

Un dossier exceptionnel de Cause commune à ne pas rater !

15€

NUMÉRO SPÉCIAL
CENTENAIRE DU PCF
Tirage limité
192 pages



COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER

BULLETIN DE COMMANDE

Cause commune, n°14-15, janvier-février 2020 • PCF 100 ans d'histoire

Fédération / Section

Adresse

Code postal Ville

Adresse électronique Mobile

Je souhaite recevoir exemplaire(s) du numéro 14-15, janvier février 2020 • prix à l'unité 15 € (+ 10 € sans le port/transport)

Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de : Association Paul-Langevin

À envoyer à : CAUSE COMMUNE - 6, avenue Mathurin-Moreau - 75167 Paris Cedex 19

Macron et l'opposition biélorusse : une faillite diplomatique

Le voyage d'Emmanuel Macron en Lituanie et en Lettonie du lundi 28 au mercredi 30 septembre enferme la diplomatie française dans une position unilatérale vis-à-vis de la crise politique en Biélorussie et de la Russie. La rencontre du président français avec l'opposante biélorusse Svetlana Tikhanovskaïa confère à cette dernière une légitimation internationale sans précédent. Associée avec la déclaration faite au Journal du dimanche du 27 septembre, disant que « il est clair que Loukachenko doit partir », cet acte de reconnaissance quasi-officielle est un facteur de tensions supplémentaires qui aggrave

la crise. Il met une nouvelle fois la diplomatie française à la remorque de l'atlantisme représenté par l'opposition libérale-nationaliste biélorusse et est un élément supplémentaire dans la montée des tensions avec Moscou. Il suffit pour s'en convaincre de souligner la présence, dans l'entourage proche de Tikhanovskaïa d'individus tels que Franak Viatchorka, qui a travaillé pour l'agence américaine chargée du contrôle des médias financés par les États-Unis. En outre, cette rencontre a lancé un mouvement similaire de diverses diplomaties européennes de reconnaissance politique, comme la rencontre de Tikhanovskaïa avec Angela Merkel, prévue le mardi 6 octobre, et le rappel d'ambassadeurs de pays membres de l'UE en poste à Minsk, des représentants des Pays baltes à celui de l'Allemagne. L'opportunité donnée à l'opposante biélorusse de s'exprimer devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée



ultra-nationalistes, dont le programme est clair. Dans le cas de la Biélorussie, on peut regarder la composition de feu le Conseil de coordination politique de l'opposition, ou encore le programme électoral de la candidate. Le président français veut saisir la crise biélorusse comme une occasion de réaffirmer son rôle au sein de l'UE, et de redessiner une « stature » internationale, dans le cadre de la préparation de la présidence française de l'UE au premier semestre 2022 et de la campagne présidentielle française. Il le fait de la pire des manières possibles, en annihilant la marge de manœuvre de la diplomatie française et en l'enfermant dans une posture de blocs, pour le plus grand plaisir de l'OTAN et de tous les atlantistes.

Il n'y aura pas de solution à la crise politique biélorusse en jetant de l'huile sur le feu et en jouant la logique de blocs. Appeler au départ de Loukachenko comme un préalable est le meilleur moyen de faire durer et d'aggraver la crise. Imposer des sanctions contre la Biélorussie l'est tout autant. Tout comme l'est la tentation, plus ou moins explicitement affichée, de tirer la Biélorussie dans une position de confrontation avec la Russie.

Bien au contraire, la solution à la crise biélorusse passe par la levée des sanctions de l'UE, la garantie de la non-ingérence extérieure, le respect de la souveraineté du pays et des choix du peuple biélorusse, et celui du principe de la sécurité collective. Emmanuel Macron, en dépit des mots qu'il a pu employer ici ou là, et l'UE mènent une politique qui va à l'encontre de ces principes. ✪

Vincent Boulet

responsable Europe du PCF



“Il n’y aura pas de solution à la crise politique biélorusse en jetant de l’huile sur le feu”

nationale s'inscrit dans la même logique. Tout cela va bien plus loin que les sanctions, déjà scandaleuses, prononcées par le Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement du 2 octobre dernier. C'est extrêmement grave !

Ni Macron, ni l'UE n'ont tiré la moindre leçon de Maïdan et, au contraire, répètent le même comportement, à savoir s'inscrire dans une logique de blocs, dans une logique atlantiste et donner l'onction politique à des éléments libéraux et nationalistes, voire

Une rentrée scolaire tout sauf "normale"

Cela fait aujourd'hui un mois que les élèves ont repris le chemin des cours. Alors que le ministre de l'Éducation nationale a déclaré que la rentrée s'était passée "dans la joie", la réalité du terrain vient le contredire fortement.

Non Monsieur Blanquer, la rentrée ne s'est pas passée "dans la joie" pour des milliers de familles qui, une fois de plus, n'ont pas eu les moyens de financer le matériel nécessaire à la réussite des études de leurs enfants. À ce budget déjà important habituellement, il a fallu ajouter cette année pour les plus de 11 ans l'achat de masques, que le gouvernement a refusé de fournir gratuitement. La rentrée ne s'est pas non plus passée "dans la joie" dans les classes toujours aussi surchargées. Alors que le ministre

promettait que cette rentrée ne verrait pas des effectifs supérieurs à 30, on ne compte plus les classes largement au-dessus de ce seuil dans les collèges et dans les lycées. Comment, dans ces conditions, faire respecter les règles sanitaires, alors même que le protocole ne cesse d'être allégé? Tandis que le gouvernement annonce des mesures très restrictives pour les bars et restaurants, celui-ci ne semble pas considérer un tiers des clusters détectés le sont en milieu scolaire.

Au-delà de l'aspect sanitaire, le nombre d'élèves trop élevé dans les classes a rendu impossible le nécessaire rattrapage des élèves ayant été les plus en difficulté durant le confinement. La rentrée n'a absolument pas été préparée par ce gouvernement, puisque celui-ci n'a pas massivement recruté de nouveaux enseignants, ce qui aurait permis de constituer des petits groupes de travail pour les élèves qui en avaient le plus besoin. Après un mois de reprise des cours, le bilan du gouvernement est donc catastrophique, tant d'un point de vue sanitaire qu'éducatif.

Il est encore temps d'agir.

Le Mouvement jeunes communistes de France revendique la gratuité des masques pour toutes et tous. Si ceux-ci sont obligatoires, alors ils doivent être fournis et ne pas peser sur le budget des familles. Nous revendiquons aussi le recrutement massif d'enseignants dès maintenant, en recrutant les candidats sur liste d'attente des concours de l'enseignement. ✪

Léo Garcia

coordinateur national à la vie des départements



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : € **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi.
RÉDACTION : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06)
 Mèl : communistes@pcf.fr
 RELECTURE : Jacqueline Lamothe
 MISE EN PAGÉS ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
 Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA